#1 2019

info

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Coup de projecteur sur...

Aligner l'action de la CEB sur l'Agenda 2030

Pages 04-05



1 PAS DE PAUVRETÉ
3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
4 ÉDUCATION DE QUALITÉ
5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Saisir la balle au bond
Pedro Conceição (PNUD) sur le développement humain au service des ODD
Pages 06-07

Exclusif
Info *s'entretient avec Ritva Viljanen, maire de la ville de Vantaa en Finlande*
Pages 10-11

Prêts de la CEB
Les derniers prêts approuvés par la CEB généreront plus de 3 milliards d'euros d'investissements
Pages 14-15

L'infographie
Aperçu de la responsabilité sociale d'entreprise à la CEB
Pages 18-19

Chère lectrice, cher lecteur,



Le dernier rapport des Nations Unies sur les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 a montré que des progrès ont été réalisés en 2018 en ce qui concerne la proportion de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, la mortalité infantile et juvénile et l'accès à l'électricité.[1]

Toutefois, le rapport a également mis en évidence que les conflits, les changements climatiques et les inégalités demeuraient les principaux facteurs à l'origine de l'accroissement de la faim et des déplacements, ce qui entravait la marche vers la réalisation des ODD. Même dans les pays dont l'économie est en expansion ou dont le niveau de vie est élevé, la montée des inégalités et les dérèglements climatiques posent d'importants défis à un développement durable et inclusif.

L'affaiblissement du soutien au multilatéralisme, le durcissement des conditions financières, l'aggravation des tensions commerciales mondiales et les phénomènes météorologiques extrêmes sont considérés comme des obstacles supplémentaires au maintien de la croissance et à de nouveaux progrès dans la réalisation des engagements pris au titre des ODD.

Dans ce contexte, le présent numéro d'Info met l'accent sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ("Agenda 2030") et sur le rôle que joue la CEB dans l'avancement des connaissances et des investissements liés aux ODD. Il présente une nouvelle perspective sur l'action du développement humain en faveur des ODD, comme proposé par Pedro Conceição, Directeur du Bureau chargé du Rapport sur le développement humain au Programme des Nations Unies pour le développement, et un entretien approfondi avec Ritva Viljanen, maire de Vantaa, en Finlande, sur la stratégie de développement durable de la ville. Ce numéro donne également un aperçu de l'engagement de la CEB sur différentes aspects de la responsabilité sociale d'entreprise.

En tant que banque de développement social, la CEB a un mandat qui fait pleinement écho à l'Agenda 2030. Ses activités sont déjà axées sur la croissance inclusive et durable, l'action pour le climat et l'intégration des populations vulnérables. La Banque étudie actuellement les moyens d'aligner encore plus étroitement ses activités sur l'Agenda 2030. À cet égard, le prochain Plan de développement de la CEB à compter de 2020 permettra d'incorporer plus explicitement les ODD dans les opérations de la Banque.

Rolf Wenzel
Gouverneur, CEB

[1] https://www.un.org/sustainabledevelopment/progress-report/



info est un magazine de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), réalisé avec l'aide de Blackwood-weareblackwood.com

CEB
Conseiller : Jérôme Halb
Comité éditorial : Milan Bastovanovic; Letizia Bertrand; Monica Brezzi; Katherine Delikoura; Tony Fernández Arias; Rachel Meghir; Jacques Mirante-Péré; Lana Paukovic; Arnaud Violette

e-mail : info@coebank.org

Blackwood
Éditeur : Sally Motson
Directeur artistique : Andy Ritchie

Crédits photos : Toutes les images sont la propriété du titulaire du droit d'auteur individuel, sauf indication contraire. Reproduit par la CEB de bonne foi.

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55 avenue Kléber
FR-75116 PARIS
Tél : +33 (0)1 47 55 55 00
Fax : +33 (0)1 47 55 03 38
www.coebank.org

À propos de la CEB

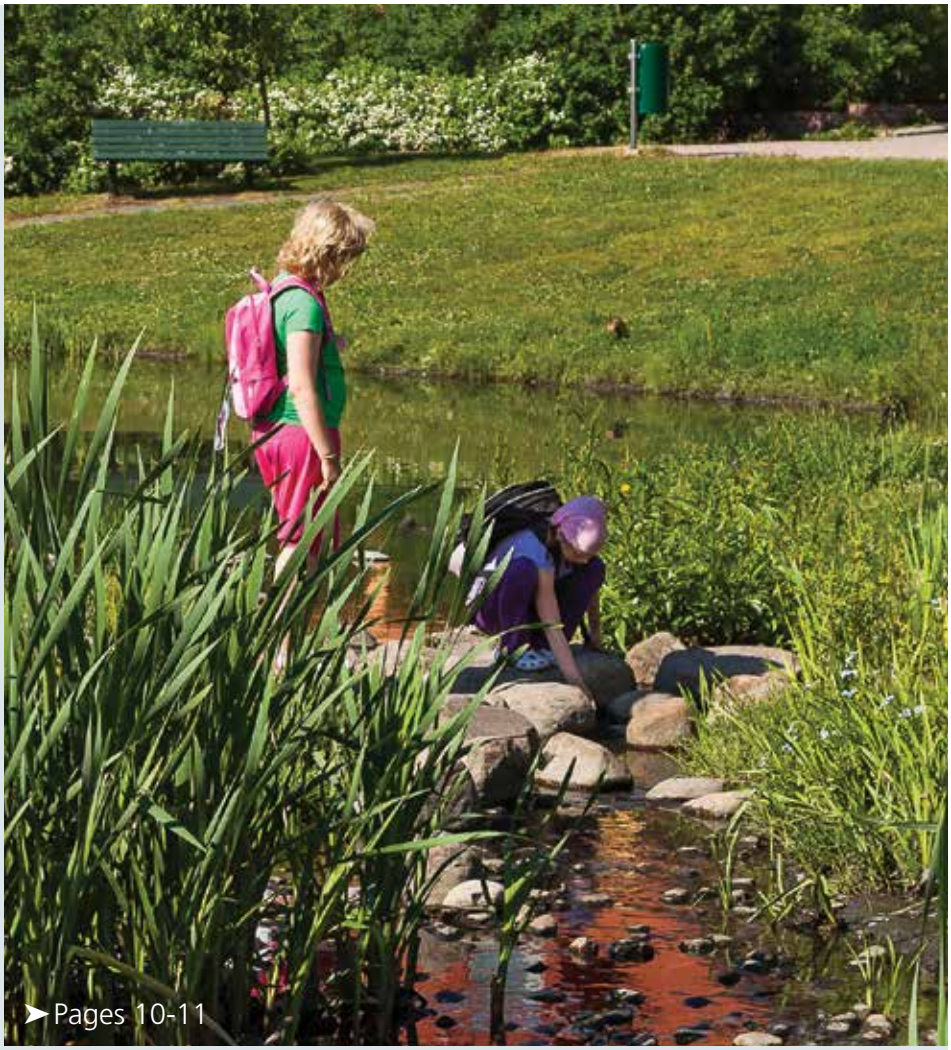
Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 41 États membres. En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation. Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissements financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son Statut.

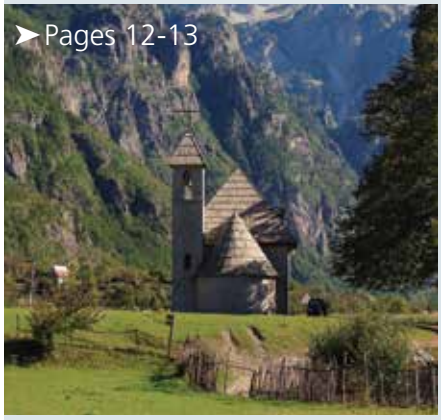
Alliée naturelle de l'Agenda 2030
Comment le mandat social de la CEB en fait un partenaire à même d'aider ses pays membres à atteindre les ODD.
Pages 04-05

Saisir la balle au bond
Pedro Conceição examine comment le développement humain peut contribuer à atteindre les objectifs de développement durable des pays.
Pages 06-07

Des établissements scolaires chypriotes à la hauteur
Vingt ans d'investissement de la CEB dans les infrastructures scolaires à Chypre.
Pages 08-09

L'entretien
Info s'est entretenu avec Ritva Viljanen, maire de la ville de Vantaa en Finlande, sur les stratégies en matière de développement durable.
Pages 10-11


➤Pages 10-11


➤Pages 12-13

Infrastructures publiques en Albanie
Un programme en quatre phases partiellement financé par la CEB a amélioré les conditions de vie de plus d'un million de personnes.
Pages 12-13

Derniers prêts approuvés
Un aperçu des pays et des projets qui bénéficieront des nouvelles approbations de prêt de la CEB.
Pages 14-15

Actualités, événements et publications
Les dernières actualités et publications de la CEB, ainsi qu'une présentation des événements prévus au cours des mois à venir.
Pages 16-17

L'infographie
Aperçu de la responsabilité sociale d'entreprise à la CEB.
Pages 18-19



EN SAVOIR PLUS : **https://coebank.org**

La CEB, alliée naturelle de l'Agenda 2030

Adopté par tous les États membres des Nations Unies, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ("Agenda 2030") engage les pays à travers le globe à atteindre, d'ici à 2030, 17 objectifs ambitieux de développement durable (ODD) et 169 cibles spécifiques. Les ODD font toutefois l'objet d'un important déficit de financement, en particulier dans les pays vulnérables. S'il revient aux pays de mobiliser au mieux leurs ressources, la communauté internationale et le secteur privé ont également un rôle majeur à jouer en débloquant les niveaux de financement sans précédent nécessaires à la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Les objectifs et cibles du programme sont universels et indissociables. Autrement dit, tous les gouvernements sont responsables de la réalisation de l'ensemble des objectifs au niveau national et international. De nombreux États membres de la CEB ont déjà entamé le processus consistant, d'une part, à évaluer les besoins pour atteindre les objectifs mondiaux, d'autre part, à examiner les moyens d'augmenter les investissements dans une période où les marges de manœuvre budgétaires sont limitées.

L'importance des institutions financières internationales

L'Agenda 2030 exerce une forte pression sur les budgets et les moyens des États. En conséquence, les financements publics internationaux, concessionnels ou non, aideront à compléter les efforts des pays pour mobiliser des ressources publiques et privées au niveau national.

Depuis 2015, année de l'adoption de l'Agenda 2030, les institutions financières internationales (IFI) telles que la CEB ont intensifié leurs efforts et modernisé leur stratégie pour aider les pays à obtenir davantage de fonds publics et privés en faveur de projets axés sur les ODD. Attirer l'investissement privé s'avère également crucial pour atteindre les milliers de milliards de dollars nécessaires à la réalisation des objectifs.

Alignement sur "l'Agenda 2030"

Du fait de son mandat social unique, la CEB est bien placée pour aider ses pays membres à réaliser leurs programmes respectifs sur la voie des ODD. Sa mission, qui consiste à promouvoir l'intégration économique, la cohésion sociale et la durabilité environnementale par le biais d'investissements à vocation sociale, fait écho à l'Agenda 2030.

La CEB considère les ODD comme l'occasion de réaffirmer et d'asseoir sa position spécifique. La Banque peut être un acteur engagé, en aidant les pays et les bénéficiaires à atteindre les ODD pour générer des retombées économiques, sociales et environnementales durables.

L'action de la CEB est déjà en phase avec l'Agenda 2030

L'actuel Plan de développement 2017-2019, structuré autour de la croissance inclusive et durable, de l'action pour le climat, et de l'intégration des migrants et des réfugiés, définit la contribution de la Banque à la résolution des défis majeurs à long terme reflétés dans les ODD et sa part dans l'effort mondial. En outre :

- La responsabilité sociale et le développement durable font partie intégrante de la structure de la Banque, de sa planification stratégique et de ses activités. La CEB s'engage à promouvoir la responsabilité sociale et le développement durable dans la conduite de ses opérations liées aux projets et dans le dialogue avec les parties prenantes.
- La politique de mesures de prévention des risques sociaux et environnementaux, approuvée en 2016 et conforme aux bonnes pratiques internationales, explicite la manière dont la CEB gère les questions de durabilité écologique et sociale, ainsi que ses attentes à l'égard de ses emprunteurs. Plusieurs aspects de cette politique contribuent directement à la réalisation des ODD dans les pays membres de la Banque.
- Le Cadre des obligations d'inclusion sociale de la CEB a été élaboré en 2017 pour répondre à l'intérêt croissant des investisseurs socialement responsables vis-à-vis de la Banque et de son mandat social particulier. Les produits des deux premières émissions (avril 2017, mars 2018) visent à contribuer à la réalisation des ODD 1, 4, 5 et 11, selon Sustainalytics, l'agence de notation extra-financière qui a fourni le second avis.

Aller de l'avant

Depuis l'année dernière, la CEB s'emploie activement à faire correspondre ses domaines d'action prioritaires avec un certain nombre d'ODD, afin de renforcer l'alignement de ses activités sur l'Agenda 2030. De plus, la Banque s'efforce d'intégrer explicitement ces objectifs aux activités qu'elle mènera dans le

> **"Du fait de son mandat social unique, la CEB est bien placée pour aider ses pays membres à réaliser leurs programmes respectifs sur la voie des ODD."**



Le Programme de développement durable à l'horizon 2030

Adopté en septembre 2015 par les 193 États membres des Nations Unies.

Engage les pays à atteindre 17 objectifs de développement durable déclinés en 169 cibles spécifiques, d'ici à 2030.

Repose sur les principes d'universalité, d'interconnexion et d'indissociabilité pour "ne laisser personne de côté".

Comprend cinq piliers essentiels, à savoir les peuples, la prospérité, la planète, les partenariats et la paix (les 5 P).

Forme un agenda mondial fondé sur les principes d'appropriation et de redevabilité au niveau national.

Offre une plateforme pour l'harmonisation des politiques publiques et de l'action privée.

Nécessite des niveaux d'investissements publics et privés sans précédent.

cadre du futur Plan de développement qui débutera en 2020.

Au niveau stratégique, cet exercice de "cartographie" s'articule autour de trois axes consistant à identifier :

- les objectifs qui cadrent le mieux avec la mission fondamentale de la Banque pour renforcer la cohésion et l'inclusion sociales, en accordant une attention particulière aux populations vulnérables ;
- les objectifs transversaux qui figurent dans toutes les activités de la CEB et font systématiquement partie du processus de sélection des projets de la Banque ;
- la pertinence à l'égard des ODD des priorités sectorielles de la Banque, telles que le développement du capital humain, la création et le maintien d'emplois viables, ou encore la mise à disposition de logements décents et abordables, ainsi que d'infrastructures et de services municipaux essentiels.

À terme, une sélection d'ODD évalués comme les plus pertinents pour l'action de la CEB au regard de sa mission sociale et de ses priorités sectorielles, sera incorporée dans le nouveau Plan de développement.

Au niveau opérationnel, la CEB effectuera une analyse régulière des synergies de la Banque avec les principaux ODD, en utilisant une approche portefeuille à compter de 2020. Cette analyse sera facilitée par la pré-identification / l'affectation des ODD pertinents au stade de l'évaluation des projets. Les ODD contribueront également à faire évoluer les pratiques actuelles de la Banque en matière de responsabilité sociale d'entreprise (RSE), l'objectif étant de passer d'une approche essentiellement basée sur le reporting à une approche davantage axée sur les performances en matière de durabilité.

Promouvoir les partenariats

La mise en place d'un lien explicite avec les ODD permettra à la CEB d'améliorer la connaissance et l'appropriation de l'Agenda 2030 en interne, et de renforcer la sensibilisation et les synergies dans l'effort de développement mondial à l'extérieur. Compte tenu du rôle fondamental des partenariats pour transformer les objectifs mondiaux en résultats concrets, il sera essentiel de renforcer la coopération et de créer de nouveaux partenariats avec les institutions de l'Union européenne, les autres IFI et les organismes des Nations unies pour renforcer l'impact et mobiliser les ressources, afin que la CEB puisse faire face aux défis du développement posés par l'Agenda 2030.

Traduction du texte original en anglais

Saisir la balle au bond

Mettre le développement humain au service des objectifs de développement durable

En 1990, la publication du premier Rapport sur le développement humain a marqué le début d'une nouvelle ère dans laquelle les progrès en matière de développement étaient définis non plus par la seule croissance économique, mais également par la possibilité pour chaque personne de vivre la vie à laquelle elle aspire. Le développement mondial est entré dans une nouvelle phase : l'Agenda 2030 propose une feuille de route pour éliminer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les peuples bénéficient d'une paix et d'une prospérité durables. Une fois encore, il est temps que le développement humain inspire de nouveaux modes d'analyses, de mesures et de prises de décisions pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

Pedro Conceição
Directeur du Bureau chargé du Rapport sur le développement humain
Programme des Nations Unies pour le développement



UNDP/Michelle Alves de Lima

Depuis 1990, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) se situe à l'avant-garde de la réflexion et de l'action autour du développement humain, en affirmant que le développement n'est pas lié à la seule croissance économique, mais qu'il implique également l'amélioration de la vie des peuples. Ce discours peut sembler moins radical aujourd'hui qu'il y a près de 30 ans, lorsque le premier Rapport sur le développement humain (RDH) prônait une analyse axée sur les peuples, à rebours de la conception dominante centrée sur le produit intérieur brut (PIB).

Le rapport énonçait dès les premières lignes cette idée simple : "les individus sont la véritable richesse d'une nation". Il décrivait le développement humain comme un processus permettant d'améliorer les choix et capacités des personnes en leur offrant plus de liberté pour mener la vie qu'elles souhaitent. Le rapport présentait également l'indice de développement humain (IDH). L'IDH mesure les progrès réalisés dans les trois dimensions fondamentales du développement humain que sont la santé, l'éducation et le niveau de vie. Il permet d'établir des comparaisons entre pays similaires à celles fournies par le PIB, quoique plus complètes.

Depuis la publication du premier RDH, des dizaines de rapports mondiaux et des centaines de rapports nationaux et régionaux sur le développement humain ont repris ces idées pour les appliquer à tous les aspects du développement, ou presque. Les rapports, toujours axés sur les politiques, ont examiné de nombreux défis allant du changement climatique à la rareté de l'eau, en passant par la participation citoyenne et la mobilisation du secteur privé. Certains de ces rapports ont entraîné de profonds changements en termes d'analyse et de politique, améliorant ainsi la vie de millions de personnes. Il s'agit là, indubitablement, de l'une des réalisations les plus importantes des Nations Unies.

Près de trente ans après le lancement du premier RDH, les rapports sur le développement humain sont devenus un vecteur important de structuration et de promotion des activités de développement des Nations Unies, y compris la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Atteindre les ODD

Aujourd'hui, les défis complexes du développement mondial exigent une réflexion systémique interdisciplinaire. De par sa nature vaste et intégrée, l'Agenda 2030 reconnaît cette nécessité. Il en va de même du cadre d'analyse du développement humain qui envisage le monde – et la vie des personnes – comme des systèmes complexes et interconnectés dans lesquels, pour paraphraser la championne du développement humain, Gro Harlem Brundtland, "tout est relié à tout".

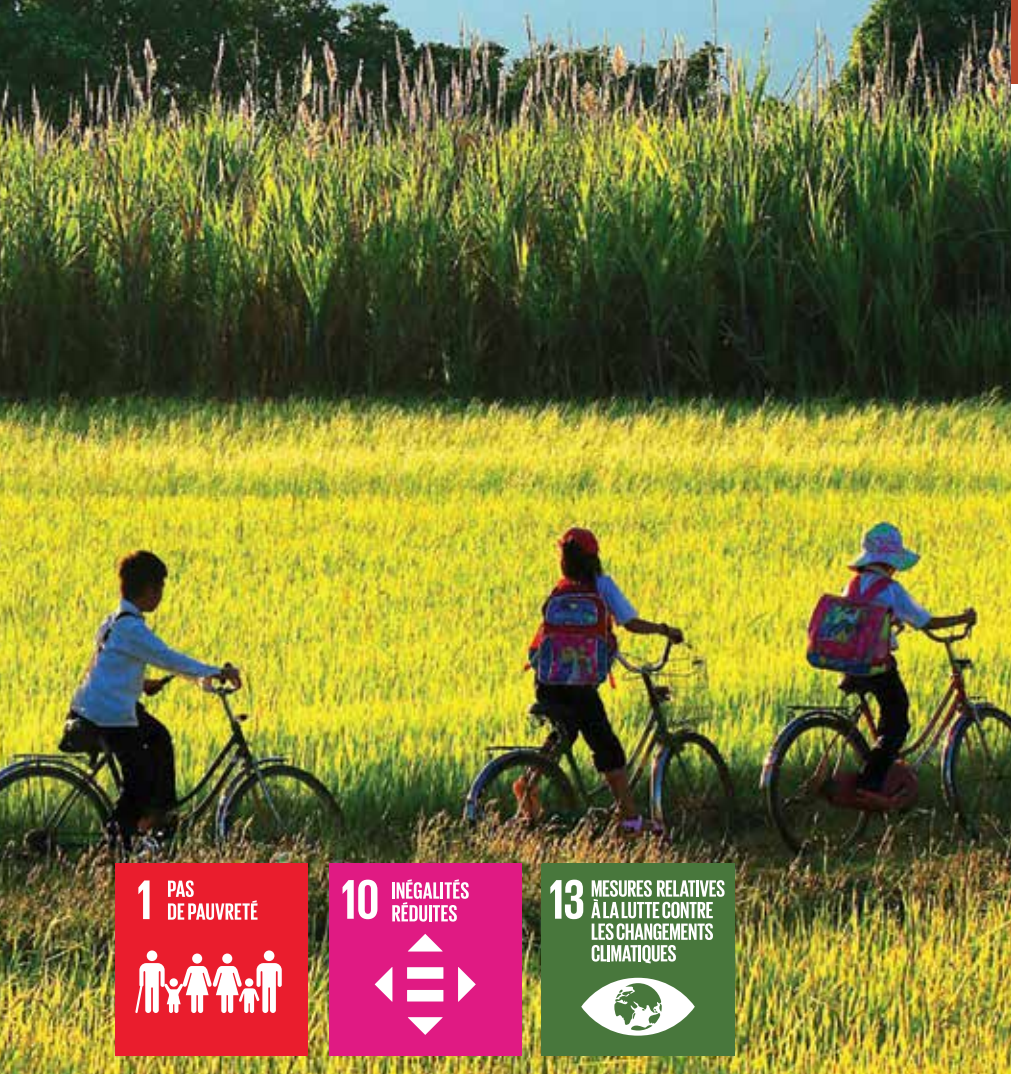
Les ODD offrent un cadre pour évaluer les progrès du développement mondial. Ils ne constituent cependant pas une feuille de route. La réalisation de ces progrès se trouve surtout entre les mains des gouvernements nationaux, alors que "chaque pays dispose, en fonction de ses circonstances et de ses priorités nationales, d'une diversité d'approches, de visions, de modèles et d'outils pour parvenir au développement durable".[1]

Le chemin spécifique emprunté par chaque gouvernement dépendra de nombreux facteurs, et notamment des stratégies et des priorités politiques et publiques. Du fait des différences qui existent entre les pays, il est difficile d'envisager une approche unique du développement qui convienne à tous. L'approche du développement humain peut aider une société à planifier son propre parcours en proposant des idées novatrices et des enseignements à tout pays souhaitant atteindre les objectifs.

Deux caractéristiques rendent cette approche particulièrement adaptée à cette tâche.

Tout d'abord, les ODD sont "intégrés et indissociables". Ainsi, bien que les objectifs soient distincts, les politiques visant à les atteindre doivent reconnaître les liens existant entre les différents domaines. L'approche du développement humain souligne l'importance d'une réflexion intégrée et de la nature "interconnectée" du développement. Par exemple, si l'on souhaite faciliter la recherche

[1] https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld



Vietnam. UN Photo/Thuong Tran Dinh

"Si le monde veut atteindre les objectifs de développement durable, l'accent doit davantage être mis sur un développement qui permette à la fois aux personnes et à la planète de prospérer."

d'emploi d'un individu, il faut aussi penser à sa santé, ses responsabilités (notamment familiales), son éducation, son accès aux transports, sa liberté d'occuper un emploi (en particulier les femmes), etc.

En second lieu, alors que toutes les nations se sont accordées sur l'importance des ODD, il appartient à chaque pays de poursuivre les objectifs en fonction de ses priorités et de sa situation. Ainsi, toute grande approche de développement devra être flexible si on veut qu'elle soit utile à de nombreux pays.

Le développement humain est une construction ouverte. Il ne cherche pas à prescrire un ensemble figé d'axes de développement, mais plutôt à permettre aux individus d'avoir plus de liberté et la possibilité de vivre la vie qu'ils souhaitent. Dans les faits, cela revient à leur donner l'occasion de développer et d'utiliser leurs aptitudes. Néanmoins, il existe un très grand nombre de libertés possibles, et un nombre tout aussi grand de facteurs les affectant. On peut donc considérer que le développement humain est aussi vaste que l'Agenda 2030 (voire davantage encore). C'est une approche qui peut être appliquée en différents lieux, par différentes personnes et de différentes manières pour faire face à différents problèmes.

Repenser le développement humain

Malgré tous ces points positifs, ce serait une erreur de penser qu'aucune marge d'amélioration n'existe. Voilà maintenant trois décennies qu'une réflexion est engagée autour du développement humain. Or, quoique cette réflexion ait évolué, elle n'a pas changé de façon aussi radicale que notre monde et le secteur du développement.

Certains des défis auxquels la planète est confrontée sont nouveaux : par exemple, que pourrait signifier la montée de l'intelligence artificielle pour la population active dans dix ans ? D'autres défis sont plus urgents aujourd'hui qu'il y a 30 ans : le rythme effrayant du changement climatique en est l'exemple le plus évident.

Il existe aussi de nouvelles connaissances en matière de développement. Ces dernières décennies, le développement humain s'est principalement axé sur les individus. Mais ces derniers vivent et travaillent au sein d'une société, et cette trame sociale peut avoir un impact énorme sur l'élaboration des politiques de développement. De même, l'avenir de l'humanité est inextricablement lié à celui de la planète.

Il existe aujourd'hui de nouveaux outils. Grâce aux progrès technologiques, nous disposons de beaucoup plus de données qu'auparavant pour nous atteler à la question du développement, même si nous ne savons pas toujours comment exploiter au mieux ces données.

L'Agenda 2030 a été conçu dans un contexte qui tient compte de ces nouvelles réalités. Pour que la réflexion sur le développement humain aide au mieux les pays à atteindre les ODD, elle doit être reformulée. Deux points sont déjà envisagés. Le RDH doit approfondir la compréhension des implications liées aux inégalités, puis élargir le concept de capacités pour prendre en compte non seulement les peuples, mais aussi la planète.

Ces deux questions sont au cœur des ODD. L'objectif de réduction des inégalités est inscrit dans l'Agenda 2030 et dans son engagement fondamental de ne laisser personne de côté, en reconnaissant la nécessité de l'inclusion et de l'autonomisation des plus vulnérables. Si l'ODD 10 vise explicitement à "réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre", les autres objectifs visent également à faire progresser l'équité.

De même, si le monde veut atteindre les objectifs de développement durable, l'accent doit davantage être mis sur un développement permettant à la fois aux personnes et à la planète de prospérer. Il est inutile de travailler sur le développement humain si les systèmes de soutien environnemental de l'humanité s'effondrent. En outre, du point de vue du développement humain, les plus démunis sont souvent les plus durement touchés par les problèmes environnementaux. Les communautés pauvres sont non seulement plus exposées aux risques de mauvaises récoltes ou d'inondations dues au changement climatique, mais elles sont également moins résilientes, voire incapables de se relever, face à des catastrophes naturelles.

L'Agenda 2030 et les ODD, avec leur appel à l'action universel pour éliminer la pauvreté, protéger la planète et garantir à tous la paix et la prospérité, nous rappellent que la réflexion sur le développement humain peut inspirer de nouvelles méthodes d'analyse, de mesures et de prise de décisions pour révolutionner le panorama mondial du développement. Il est de notre devoir de saisir cette opportunité.

Pedro Conceição

Aider les établissements scolaires chypriotes à être à la hauteur

La CEB soutient les investissements dans les infrastructures scolaires de Chypre depuis vingt ans. Lorsque les dernières écoles seront mises en service dans le courant de cette année, plus de 300 établissements d'enseignement maternel, primaire, secondaire et professionnel auront été construits, agrandis ou rénovés.

Après l'adhésion de Chypre à l'Union européenne en 2004, le Gouvernement s'est lancé dans un programme global de construction et de réhabilitation des établissements scolaires, les infrastructures éducatives du pays étant légèrement inférieures aux normes européennes. Son objectif était d'accroître la qualité de l'enseignement et de garantir l'accès de tous à l'éducation, en réduisant le nombre moyen d'élèves par classe et par établissement.

Il a donc axé ses investissements sur la réhabilitation et la modernisation des lieux d'apprentissage existants. Les améliorations ont notamment porté sur la rénovation, la construction et des réaménagements parasismiques de salles de classe, conformément aux technologies modernes en matière d'enseignement et aux évolutions réglementaires. Des ajustements structurels ont également permis de garantir la prise en compte de l'enfant, du handicap et de la problématique du genre dans les environnements pédagogiques. En outre, des interventions spécifiques relatives aux infrastructures ont reflété l'évolution démographique de l'île, illustrée notamment par le dépeuplement croissant des zones rurales isolées et, par conséquent, la nécessité de créer des établissements régionaux.

La CEB et Chypre

La CEB a activement appuyé la modernisation des infrastructures publiques dans tout le pays, en particulier celle des établissements d'enseignement préuniversitaire. Elle a ainsi facilité la construction, l'extension et la réhabilitation de 313 établissements d'enseignement maternel, primaire, secondaire et professionnel, soit le double du nombre initialement prévu. Les travaux sont déjà terminés dans 264 d'entre eux, et les autres doivent être mis en service d'ici 2020.

Une approche durable

Les améliorations apportées aux infrastructures ont intégré des mesures d'efficacité énergétique. D'après leurs certificats d'économie d'énergie, les établissements réhabilités affichent une baisse de leur consommation totale d'énergie de 35% par rapport aux bâtiments non rénovés. En outre, des panneaux photovoltaïques ont été installés partout où cela s'avérait nécessaire pour diminuer davantage l'empreinte carbone des établissements.

Montant du prêt de la CEB :
€ 95 millions

Valeur totale de l'investissement :
€ 210 millions

Entité chargée de la mise en œuvre :
Département des services techniques du Ministère de l'Éducation et de la Culture

Bénéficiaires directs :
citoyens chypriotes

État d'avancement de l'investissement :
construction et réhabilitation de 264 établissements ; travaux en cours dans 49 autres, dont l'achèvement est prévu d'ici 2020.

L'éducation à Chypre

À Chypre, l'école est obligatoire à partir de 4 ans. À l'âge de 5 ans, tous les enfants entament un cycle d'enseignement primaire d'une durée de six ans. L'enseignement secondaire correspond au Gymnasio (collège) et au Lykeio (lycée). Au lieu d'entrer au Lykeio, les élèves peuvent choisir de fréquenter un établissement secondaire technique et professionnel, qui les préparera à entrer sur le marché du travail ou à poursuivre des études dans le domaine de leur choix (au sein d'instituts d'enseignement supérieur)[1].

[1] http://www.highereducation.ac.cy/en/educational-system.html

"Les améliorations ont notamment porté sur la rénovation, la construction et des réaménagements parasismiques de salles de classe, conformément aux technologies modernes en matière d'enseignement et aux évolutions réglementaires."

PAGE 10 INFO S'ENTRETIENT AVEC RITVA VILJANEN, MAIRE DE LA VILLE DE VANTAA EN FINLANDE

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ



Le gymnase nouvellement construit

Les salles de classe de l'école ont été rénovées



Collège Laniteia

Ce collège accueille près de 450 élèves. Sa modernisation s'est traduite par la démolition d'un bâtiment et par la construction de 12 nouveaux laboratoires, ainsi que d'une salle de sport polyvalente. Les efforts ont porté sur la mise en œuvre de solutions favorisant l'efficacité énergétique et d'autres moyens visant à garantir des coûts d'exploitation et d'entretien minimaux. Par ailleurs, l'harmonie entre les bâtiments anciens et nouveaux a été respectée.

École Episkopi

La modernisation des infrastructures a comporté d'importants travaux de rénovation et d'agrandissement. Les nouveaux espaces d'apprentissage comptent quinze salles de classe polyvalentes, quatre laboratoires, une salle réservée aux activités spéciales et une cantine dotée d'espaces communs.

Photos © CEB|Yael Duthilleul 2018

Une ville avec une vision du développement durable

Info s'est entretenu avec Ritva Viljanen, maire de la ville de Vantaa en Finlande, sur les stratégies de sa commune en matière de développement durable et sur la manière dont la CEB lui permet d'atteindre ses objectifs.

Info : Qu'est-ce qui caractérise Vantaa par rapport aux autres villes et municipalités de Finlande ?
RV : Vantaa est une ville conviviale située au sein d'une métropole et dotée d'un aéroport international. C'est la quatrième ville de Finlande. On y trouve différentes cultures qui s'épanouissent librement, et plus de 120 langues y cohabitent. La ville grandit vite. Grâce à sa localisation et à son accessibilité, Vantaa est également un pôle très attractif pour les affaires. Située à proximité de l'aéroport, Aviapolis est la zone d'activités connaissant la plus forte croissance en Finlande.

La ville dispose d'une offre culturelle dynamique, d'espaces sportifs polyvalents et d'un réseau complet de services. La plupart des habitants de Vantaa disposent d'un parc à moins de 300 mètres de leur habitation. La majorité réside également à moins d'un kilomètre d'une gare.

Info : En 2017, la ville s'est engagée dans une série de développements stratégiques à l'horizon 2021. Pouvez-vous expliquer comment ceux-ci amélioreront la vie des citoyens de Vantaa ?
RV : La ville de Vantaa s'est engagée à promouvoir les enjeux environnementaux et à assurer sa redevabilité, conformément à sa stratégie pour 2021. Notre objectif est de parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2030. D'autres objectifs et mesures sont décrits dans notre feuille de route pour une gestion éclairée des ressources (*Roadmap to Resource Wisdom*). Il s'agit de l'un des programmes visant à mettre en œuvre la stratégie de la ville, aux côtés du programme d'aménagement du territoire et du logement, ainsi que du programme pour le bien-être des citoyens. La feuille de route est également liée au programme des Nations Unies relatif aux ODD. Nous visons un développement durable qui tienne compte à la fois de l'environnement et des personnes.

En 2019, Vantaa lancera un service municipal en faveur du développement durable : un ensemble d'indicateurs permettront à la ville de mesurer ses progrès et de se comparer à d'autres municipalités similaires dans le cadre des 17 objectifs de développement durable des Nations Unies. Le service reflètera les résultats de la municipalité sur différents thèmes, tels que le changement climatique, l'égalité ou le bien-être.

Info : Comment avancez-vous dans la réalisation des objectifs de la stratégie 2018-2021 ? Pourriez-vous nous parler de quelques réussites et de l'un des principaux défis à relever ?
RV : Outre la feuille de route des ressources, qui représentait en elle-même une tâche



Kartanonkoski, proche du quartier de Aviapolis, est une banlieue qui incarne la vision de Vantaa sur le futur



Photos © City of Vantaa

RITVA VILJANEN, maire de Vantaa

Ritva Viljanen a été élue maire de Vantaa en mars 2018.

Parmi ses fonctions précédentes, elle a été maire-adjointe en charge de l'éducation de la ville d'Helsinki, secrétaire permanente du Ministère de l'Intérieur, conseillère principale auprès du Fonds finlandais pour l'innovation Sitra, directrice générale du Centre finlandais du registre de la population, conseillère au Ministère de l'Intérieur, et enfin conseillère aux ministères de la Justice et des Finances.

Elle a suivi des études en sciences politiques et en droit à l'université Turku.

Elle vit à Vantaa depuis 37 ans. Sa vision pour sa ville natale est que celle-ci devienne incontournable, avec une offre de services exceptionnelle, des entreprises polyvalentes et une culture urbaine unique. En outre, la ville doit être reconnue pour sa gestion juste et responsable.



majeure pour Vantaa, une feuille de route pour l'économie circulaire et un nouveau plan directeur sont également en préparation. Ce dernier s'inscrit dans la logique du développement durable.

D'autre part, un certain nombre de projets de développement sont en cours, comme le modèle d'action "Yhteinen Pöytä" (*Partager sa table*).

Il s'agit d'un nouveau concept d'aide alimentaire dans lequel les aliments gaspillés sont redistribués à travers un réseau dédié. Partager sa table fournit les installations et le transport. Le réseau comprend notamment des associations et des congrégations religieuses. L'aide alimentaire est principalement destinée aux personnes disposant de moyens limités ou exposées à l'exclusion sociale. Le projet est géré par la ville de Vantaa, les congrégations locales et l'Université des sciences appliquées Diaconia. Avec ce projet, Vantaa participe à l'Engagement en faveur du développement durable 2050 (*Commitment to Sustainable Development 2050*).

Info : Des accords de financement sont en cours entre la CEB et Vantaa. Comment peuvent-ils aider la ville à atteindre ses objectifs pour 2021 ? Quel conseil donneriez-vous à d'autres villes et municipalités qui souhaitent obtenir des financements auprès d'institutions financières européennes telles que la CEB afin de réaliser des investissements essentiels ?

RV : Par son offre de financements à long terme à des prix compétitifs, la CEB est un partenaire majeur de la ville de Vantaa. Les financements fournis par la CEB favorisent la rénovation et la construction d'écoles et de crèches dans une ville en pleine croissance, ainsi que la mise en œuvre des technologies les plus récentes pour atteindre plus facilement nos objectifs de durabilité et d'inclusion sociale.

Afin d'obtenir un financement de la CEB, un dialogue doit être établi entre la ville et la Banque dès que le champ d'action des investissements éligibles et leur calendrier sont définis. Les contrats de prêt avec la CEB exigent à la fois un processus de diligence raisonnable avant la signature du contrat et un processus de reporting. Une coopération étroite entre le département financier et le département responsable de la gestion des investissements et du suivi de leurs progrès est donc essentielle.

"La ville de Vantaa s'est engagée à promouvoir les enjeux environnementaux et la responsabilité associée, conformément à sa stratégie pour 2021. Notre objectif est de parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2030." Ritva Viljanen

PAGE 14 DÉCOUVREZ LES DERNIERS PRÊTS APPROUVÉS PAR LA CEB

Garantir les infrastructures publiques de base en Albanie



Vue sur la vallée de la Teth, zone à développer selon le plan directeur du tourisme pour les Alpes albanaises (iStock)

Cette année, un programme d'infrastructures publiques en quatre phases, réalisé en Albanie, arrive à son terme. Initialement financé par la Banque mondiale, puis par la CEB, il cible les campagnes et les petites zones urbaines confrontées à un chômage endémique, au vieillissement de la population et aux migrations. Outre l'amélioration générale des conditions de vie de plus de 1,1 million de personnes, le programme a contribué à la croissance économique et à l'emploi.

Le programme a consisté en une série d'investissements à petite échelle sur un large éventail d'infrastructures qui concernent la revitalisation rurale et urbaine, des services publics (approvisionnement en eau et collecte des eaux usées), la préservation du patrimoine culturel et l'aménagement paysager, la construction et la réhabilitation des routes, ou encore la rénovation de bâtiments publics. L'objectif était de remédier au sous-investissement de long terme et à l'incidence de vingt ans de crises financières sur le niveau de vie des Albanais.

Le programme doit également permettre aux Albanais de tirer parti du potentiel économique de leur environnement, notamment dans le secteur du tourisme, tout en créant un savoir et des capacités au niveau local en vue d'une planification et d'une gestion durables des investissements dans les infrastructures.

Le rôle de la CEB

La CEB a rejoint le programme d'investissement en 2001. À l'époque, suite à plusieurs décennies de politiques publiques axées sur la restriction des mobilités internes et l'accroissement de la production agricole, près de 60% de la population albanaise vivait en milieu rural. Durement touchées par les crises économiques des vingt dernières années et par le manque d'infrastructures publiques de base, la plupart des zones rurales (et des petites zones urbaines) se retrouvent aux prises avec la pauvreté et dépendantes de la protection sociale et des envois de fonds (*remittances*).

Deuxième phase

L'appui initial de la CEB, qui a débuté lors de la deuxième phase du programme, a été déterminant pour la construction et



Région historique du château de Drisht et son pont
© Diego Delso, delso.photo, License CC-BY-SA

la réfection de routes (dotées en outre de l'éclairage public) en milieux urbains et ruraux, et pour la mise en place de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans plusieurs collectivités. En outre, la Banque a activement soutenu les collectivités dans l'élaboration de plans de développement local et la préparation d'études techniques conformes aux bonnes pratiques internationales et fondées sur une large participation de la communauté. Ces travaux ont permis de hiérarchiser de manière durable et transparente les investissements réalisés dans les infrastructures, en tenant compte des contraintes budgétaires.

Troisième phase

L'appui initial de la CEB, qui a débuté lors de la deuxième phase du programme, a été déterminant pour la construction et la réfection de routes (dotées en outre de l'éclairage public) en milieux urbains et ruraux, et pour la mise en place de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans plusieurs collectivités. En outre, la Banque a activement soutenu les collectivités dans l'élaboration de plans de développement local et la préparation d'études techniques conformes aux bonnes pratiques internationales et fondées sur une large participation de la communauté. Ces travaux ont permis de hiérarchiser de manière durable et transparente les investissements réalisés dans les infrastructures, en tenant compte des contraintes budgétaires.

Quatrième phase

Également centrée sur les régions du littoral méridional et des Alpes albanaises, la quatrième phase a consisté en des investissements destinés à la revitalisation rurale et urbaine et au développement du tourisme durable. Grâce à une subvention du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF), la CEB a apporté son assistance à l'élaboration d'un plan directeur pour le développement du tourisme dans les Alpes albanaises.



Travaux sur allées piétonnes à Dhërmi, Himarë (2018) © CEB|Elisa Muzzini 2018

"Les investissements ont été conçus pour remédier au sous-investissement de long terme et à l'incidence de vingt ans de crises financières sur le niveau de vie des Albanais."

Appui aux partenaires locaux

De bout en bout, la CEB a appuyé le Fonds de développement albanais dans la planification et la gestion quotidiennes du programme d'investissement. Avec le soutien de bailleurs de fonds comme la Norvège et le WBIF, elle a également cherché à transmettre les bonnes pratiques et savoir-faire internationaux au Fonds et aux administrations locales. Aux côtés des organismes scandinaves de financement municipal, elle a organisé des séminaires visant à permettre au Fonds de développement albanais et aux fonctionnaires d'acquérir une connaissance pratique des solutions et des principaux outils relatifs à la gestion des fonds, tels que l'évaluation de la solvabilité des municipalités, et la gestion des risques et du ratio coûts/revenus.

La CEB et ses institutions partenaires ont encouragé les bénéficiaires finaux (l'administration locale et la société civile) à prendre part à chaque phase des investissements, favorisant ainsi une approche participative de leur planification et une meilleure gestion des ressources financières.



Travaux de revitalisation des plages à Dhërmi, Himarë (2018) © CEB|Elisa Muzzini 2018

À propos du Fonds de développement albanais

- Il a été créé en 1993 par le gouvernement albanais afin de mettre en œuvre un programme de réduction de la pauvreté en milieu rural, par le biais de travaux d'infrastructures rurales et urbaines et de mécanismes de microcrédit.
- En 1999, le Fonds de développement albanais est devenu une institution gouvernementale spécialisée dans le financement de la réhabilitation des infrastructures locales et la mise à disposition d'assistance technique aux autorités locales pour la planification, la réalisation et le maintien des investissements dans les petites infrastructures des zones défavorisées.
- Il est chargé de gérer les dons et les prêts reçus par le gouvernement albanais.

Pour en savoir plus : https://www.albaniandf.org/en/

Chiffres clés

Montant du prêt de la CEB :
€ 42,5 millions

Valeur totale de l'investissement :
€ 67,7 millions

Subvention (Italie, Norvège, Cadre d'investissement pour les Balkans occidentaux et CEB) :
€ 5,4 millions

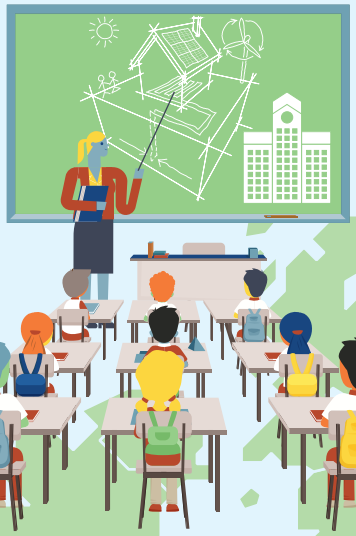
Entité chargée de la mise en œuvre : Fonds de développement albanais

Bénéficiaires directs :
1,1 million
de citoyens albanais

État d'avancement de l'investissement :
Achèvement de la quatrième phase prévu en 2019

Derniers prêts approuvés par la CEB

Dix-neuf prêts ont été approuvés par le Conseil d'administration en janvier et en mars. Ils généreront plus de € 3 milliards d'investissements au total.



SUÈDE
Montant du prêt : € 200 millions
Emprunteur : Ville de Stockholm
Objectif : Financer des investissements d'infrastructure dans l'éducation et la formation professionnelle.

PAYS-BAS
Montant du prêt : € 150 millions
Emprunteur : Coöperatieve Rabobank
Objectif : Améliorer la viabilité des TPE-PME et prestataires de services à but non lucratif du secteur de l'économie sociale.

BELGIQUE
Montant du prêt : € 300 millions
Emprunteur : Communauté Française de Belgique
Objectif : Financer des investissements dans le secteur de l'éducation, avec un accent mis sur l'amélioration de l'efficacité énergétique.



FRANCE
Montant du prêt : € 21 millions
Emprunteur : Institut Pasteur de Lille
Objectif : Réhabiliter les structures de recherche de l'Institut.



ALLEMAGNE
Montant du prêt : € 110 millions
Emprunteur : Wbg Nürnberg GmbH Immobiliernunternehmen
Objectif : Financer des solutions de logement pour des personnes à bas revenus.

ITALIE
Montant du prêt : € 70 millions
Emprunteur : Région de Ligurie
Objectif : Soutenir des investissements dans les infrastructures publiques et les services administratifs.



ESPAGNE
Montant du prêt : € 150 millions
Emprunteur : Junta de Comunidades de Castilla la Mancha
Objectif : Soutenir le développement social dans la région et assurer la bonne mise en œuvre des fonds de l'Union européenne dans le financement des PME et du secteur agricole.

Nos prêts couvrent des projets dans municipales, soutiennent les TPE-PME et encouragent les investissements dans l'efficacité énergétique.

SUÈDE

FINLANDE

FINLANDE
Montant du prêt : € 50 millions
Emprunteur : Ville de Turku
Objectif : Aider les investissements de la municipalité dans les infrastructures urbaines.

LITUANIE
Montant du prêt : € 100 millions
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : Financer des mesures d'efficacité énergétique pour des immeubles d'habitation dans tout le pays.
Montant du prêt : € 25 millions
Emprunteur : Ville de Kaunas
Objectif : Financer des investissements dans les infrastructures et les services publics.



LITUANIE

POLOGNE
Montant du prêt : € 120 millions
Emprunteur : SG Equipment Leasing Polska
Objectif : Aider les TPE-PME à accéder au financement sous forme de crédit-bail.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
Montant du prêt : € 35 millions
Emprunteur : Brno Waterworks and Sewerage
Objectif : Aider la ville à reconstruire et agrandir ses installations de traitement des eaux usées.

POLOGNE



RÉPUBLIQUE SLOVAQUE
Montant du prêt : € 50 millions
Emprunteur : VUB Banka
Objectif : Financer la modernisation d'infrastructures publiques, ainsi que des investissements productifs de TPE-PME.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

CROATIE
Montant du prêt : € 200 millions
Emprunteur : Banque croate pour la reconstruction et le développement (HBOR)
Objectif : Soutenir des investissements pour des infrastructures municipales et des TPE-PME.

ROUMANIE
Montant du prêt : € 150 millions
Emprunteur : Unicredit Leasing Corporation IFN
Objectif : Aider les TPE-PME à réaliser leurs investissements productifs, dont l'achat de matériel et de machines.

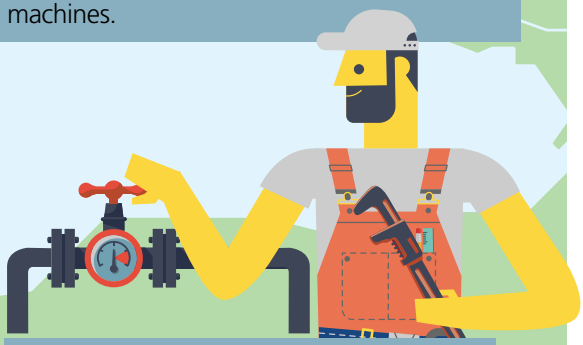
CROATIE

ROUMANIE

BOSNIE-HERZÉGOVINE

SERBIE

SERBIE
Montant du prêt : € 30 millions
Emprunteur : Unicredit Bank Serbia
Objectif : Donner la possibilité d'emprunter à quelques 1 300 TPE-PME de divers secteurs, dont le commerce, l'industrie et l'agriculture.



BOSNIE-HERZÉGOVINE
Montant du prêt : € 5 millions
Emprunteur : Mikrofin Microcredit Company (MCC)
Objectif : Aider les investissements productifs d'environ 3 800 microentreprises.
Montant du prêt : € 11 millions
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : Financer des investissements dans des centres psychiatriques.



CHYPRE
Montant du prêt : € 40 millions
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : Contribuer à la construction de deux réseaux d'approvisionnement en eau potable et d'infrastructures connexes.

CHYPRE

Actualités, événements et publications



Ouverture de structures d'accueil pour les réfugiés

Les nouvelles structures d'accueil de la ville de Loures (Portugal) sont maintenant prêtes à accueillir un premier groupe de réfugiés syriens et soudanais fuyant l'Égypte. Les installations ont été construites grâce à des dons du Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) et ont bénéficié d'aides supplémentaires de la part du gouvernement portugais et de la municipalité de Loures. Le financement du MRF, d'une valeur de € 2,5 millions, a aussi permis de couvrir l'extension d'un centre d'accueil pour mineurs non accompagnés à Lisbonne.

La CEB et la République slovaque soutiennent l'amélioration des soins psychiatriques

La CEB a approuvé l'octroi d'un don d'assistance technique d'un montant de € 0,5 million pour la construction et la réhabilitation de six cliniques psychiatriques en Bosnie-Herzégovine. Le financement provient du Compte slovaque pour la croissance inclusive, créé par les autorités slovaques en 2016 pour soutenir les initiatives de la CEB. Les activités couvertes par la subvention devraient commencer en juillet 2019 et se terminer en décembre 2020.



Le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, rencontre le Ministre slovaque des Finances, Peter Kažimír (03/2019)

PAGE 04 LA CEB ET LES ODD

DERNIÈRES ÉMISSIONS BENCHMARK AU FORMAT

Le 20 février 2019, la CEB a lancé une émission benchmark au format global à cinq ans de type *"no-grow"* pour un montant de $ 1 milliard, dirigée conjointement par Barclays, Citi, la Deutsche Bank et Goldman Sachs International. La transaction représente la première émission au format global de la CEB en dollars américains en 2019. Le nouveau benchmark prolonge la courbe USD de la Banque jusqu'en 2024, offrant ainsi aux investisseurs une nouvelle référence de prix des liquidités. La transaction fait suite à une émission benchmark de £ 600 millions à 1,125%, à échéance prévue en mars 2022 – la plus grosse opération benchmark en livres sterling à ce jour –, et une émission benchmark de € 1 milliard à 0,625%, dont l'échéance est prévue en janvier 2029.



LE RHP BÉNÉFICIE DE FONDS SUPPLÉMENTAIRES DE LA PART DE LA SUISSE

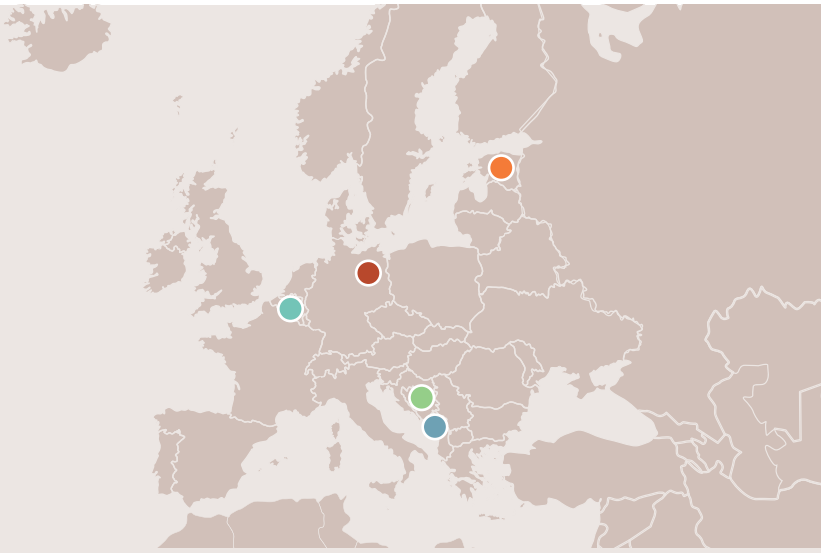
Le gouvernement suisse a versé une contribution supplémentaire de 0,9 million d'euros au Programme régional de logement (RHP). Cela porte à 5,9 millions d'euros le montant total des dons accordés par la Suisse au Programme. Ils serviront à financer des solutions de logement en Bosnie-Herzégovine et en Serbie. Le RHP devrait permettre d'améliorer les conditions de logement de plus de 11 000 familles de réfugiés vulnérables d'ici fin 2021.

LA CEB VOIT SA NOTATION DE CRÉDIT RELEVÉE

Standard & Poor's (S&P) a relevé la notation de la CEB à AAA, avec une perspective stable, à la suite d'une hausse de son niveau d'activité au cours des trois dernières années et de l'historique impeccable du traitement de créancier privilégié (PCT). S&P a souligné la pertinence accrue de la CEB en tant qu'apporteur de fonds sur son marché de 'niche' au cours des trois dernières années, ainsi que sa capacité à répondre rapidement à la forte demande d'investissements dans les infrastructures sociales. Les efforts consentis par la Banque pour moderniser ses instruments de prêt, le soutien continu dispensé à ses actionnaires et la grande qualité de son capital appelable ont globalement contribué à relever le profil de risque financier de la CEB, qui est passé de "très fort" à "extrêmement fort".

Actualités, Avril à juin 2019

Pour en savoir plus sur les prochaines réunions et conférences de la CEB ainsi que sur ses dernières publications.



16 avril
Tallinn, Estonie

Groupe de travail sur les systèmes de logement en transition
Divers experts de la CEB interviendront lors de cette réunion et traiteront de la sélection et du financement des différents systèmes de logement.
Plus d'infos sur : http://www.housingeurope.eu/event-1245/4th-meeting-of-the-ad-hoc-working-group-in-support-of-countries-with-housing-systems-in-transition

8-9 mai
Sarajevo, Bosnie-Herzégovine

Assemblée annuelle et Forum des entreprises de la BERD
Le thème retenu cette année est : "Connecter les économies pour une croissance plus forte".
Plus d'infos sur : https://www.ebrd.com/news/events/ebrd-2019-annual-meeting-and-business-forum.html

6 juin
Podgorica, Monténégro

Assemblée des donateurs du Programme régional de logement (RHP
Les donateurs du RHP se réuniront pour approuver les sous-projets et examiner les projets en cours.
Plus d'infos sur : http://regionalhousingprogramme.org/project-overview/

18-19 juin
Bruxelles, Belgique

Journées européennes du développement
Cet événement rassemble les acteurs du développement pour échanger idées et solutions face aux défis mondiaux les plus urgents.
Plus d'infos sur : https://eudevdays.eu

25-26 juin
Berlin, Allemagne

Réunion du comité de pilotage du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF)
Le WBIF fournit des financements et de l'assistance technique pour les investissements stratégiques dans une série de secteurs. La CEB en est l'un des membres fondateurs.
Plus d'infos sur : https://www.wbif.eu/news-and-events/20th-meeting-of-the-wbif-steering-committee

Nos dernières publications

Toutes les publications de la CEB peuvent être téléchargées sur notre site Internet. Rendez-vous sur https://coebank.org/fr/ et cliquez sur "Actualités et publications".



FAIRE PLUS AVEC MOINS : LA RÉADAPTATION DES PRISONNIERS EN IRLANDE

Publication consacrée à la réadaptation des prisonniers en Irlande, qui se penche également sur les services pénitentiaires irlandais (IPC). Elle a été préparée par Kristina Maslauskaite et Conor Mooney.



INVESTIR DANS LA RÉNOVATION ÉCOÉNERGÉTIQUE POUR UN AVENIR SOBRE EN CARBONE

Depuis 2002, la CEB a approuvé près de € 2,4 milliards en faveur de projets d'amélioration de l'efficacité énergétique. Ce Brief technique présente certains de nos meilleurs travaux et en tire les principales conclusions. Document produit par Sara de Pablos.



PAUVRETÉ ÉNERGÉTIQUE EN EUROPE

Cette étude montre que les améliorations de l'efficacité énergétique et les politiques réglementaires associées contribuent à la réduction de la consommation d'énergie par les ménages et à la baisse des taux de pauvreté énergétique. Étude réalisée par Edo Omic.



RAPPORT DU GOUVERNEUR POUR 2018

Résumé des activités de la Banque sur l'année.

RAPPORT 2018 SUR LA RESPONSABILITÉ SOCIALE D'ENTREPRISE

État des lieux des engagements et des progrès de la CEB en matière de RSE.

RAPPORT FINANCIER 2018

États financiers de la CEB de l'année 2018.

RAPPORT SUR LA CEB ET LES DONATEURS 2018

Contribution des donateurs à la mission sociale de la Banque au cours de l'année écoulée.

TÉLÉCHARGEZ LES PUBLICATIONS DE LA CEB SUR **https://www.coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/**

Corporate Social Responsibility at the CEB
La CEB et la responsabilité sociale d'entreprise

Corporate social responsibility (CSR) is a business approach that contributes to sustainable development by delivering economic, social and environmental benefits for all stakeholders[1]. The CEB embeds CSR in all its activities. As the social development bank in Europe, it promotes the social dimension of sustainability while addressing the environmental challenges that European societies face. In addition to providing financing resources for high impact investments, the Bank seeks to ensure that operations are carried out responsibly and sustainably, to continuously decrease its carbon footprint, and to create a diverse and gender-balanced workplace.

To advance its CSR approach, the Bank relies on a network of CSR correspondents gathering all of CEB's directorates on a regular basis. All activities are coordinated by the Head of the Corporate Responsibility and Studies Division and the CSR Officer, with strong support from senior management.

At a glance: CSR activities and practices

- Annual reports on CSR progress (since 2009).
- Regular monitoring of the Bank's carbon footprint (since 2009).
- Systematic greenhouse gas screening for project proposals, in line with the Paris Agreement.
- Launch of a CEB gender and diversity strategy (2018), including a mentoring programme for women, EDGE certification, and systematic gender assessment at project appraisal phase.
- Issuance of €1.5 billion in three social inclusion bonds (2017 - 2018 - 2019).
- Enhanced cooperation with donors and European and international organisations on promoting sustainable social investments and resilience.
- Regular assessment by ESG rating agencies ISS-oekom and Sustainalytics. The former has upgraded the Bank's rating to B- ('Prime') and the latter affirmed the CEB's 'Outperformer' position.

[1] Definition from lexicon.ft.com/



La responsabilité sociale d'entreprise (RSE) est une approche des affaires qui contribue au développement durable en offrant des avantages économiques, sociaux et environnementaux à toutes les parties prenantes[1]. La CEB intègre la RSE dans toutes ses activités. En tant que banque de développement social en Europe, elle promeut la dimension sociale de la durabilité tout en relevant les défis environnementaux auxquels sont confrontées nos sociétés européennes. En plus de fournir des ressources financières pour des investissements à impact élevé, la Banque veille à ce que ses opérations soient menées de manière responsable et durable. Elle s'efforce de réduire constamment son empreinte carbone et de mettre en place un environnement de travail diversifié avec une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes.

Pour faire progresser son approche en matière de RSE, la Banque s'appuie sur un réseau de correspondants, qui comprend toutes les directions de la CEB et se réunit à intervalle régulier. Toutes les activités sont coordonnées par le Chef de la Division Responsabilité d'entreprise & Études et le Responsable RSE avec le ferme soutien du Management.

En bref : Activités et pratiques en matière de RSE

- Rapports annuels sur les progrès en matière de RSE (depuis 2009).
- Suivi régulier de l'empreinte carbone de la Banque (depuis 2009).
- Évaluation systématique des gaz à effet de serre dans les propositions de projet, conformément à l'Accord de Paris.
- Lancement d'une stratégie relative à l'égalité femmes-hommes et à la diversité (2018), comprenant un programme de mentorat pour les femmes, la certification EDGE et une évaluation systématique relative à l'égalité des sexes pendant l'examen des projets.
- Émission de € 1,5 milliard sous forme de trois obligations d'inclusion sociale (2017 - 2018 - 2019).
- Renforcement de la coopération avec les donateurs et les organisations européennes et internationales pour promouvoir les investissements sociaux durables et la résilience.
- Évaluations régulières menées par les agences de notation extra-financière, ISS-oekom et Sustainalytics. La première a relevé la note de la Banque à "B-" (statut "Prime") et la seconde a confirmé le rang de "Outperformer".

[1] Définition anglaise tirée de lexicon.ft.com/

2018 GHG EMISSIONS ASSOCIATED WITH INTERNAL OPERATIONS
ÉMISSIONS DE GES 2018 ASSOCIÉES AU FONCTIONNEMENT

TOTAL GHG EMISSIONS DECREASED FROM 1035 IN 2014 TO 990 IN 2018 (IN TONNES CO_2 EQ.)

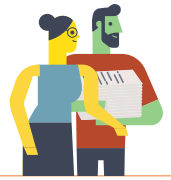
2014 → **-4.5%** 2018

LES ÉMISSIONS TOTALES DE GAZ À EFFET DE SERRE ONT DIMINUÉ DE 1035 EN 2014 À 990 EN 2018 (EN TONNES CO_2 ÉQ.)

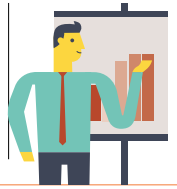
Activité / Activity



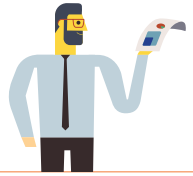
Emissions per employee (in tonnes CO_2 eq.)
Émissions par employé (en tonnes éq. CO_2)
2014 → **-9%** 2018



Number of employees
Nombre d'employés
2014 → **6%** 2018



Total amount of loans approved (in € bn)
Montant total des prêts approuvés (en milliards d'euros)
2014 → **89%** 2018



Number of loans approved
Nombre de prêts approuvés
2014 → **114%** 2018

Fonctionement / Internal operations



Heating and cooling
Chauffage et refroidissement
2014 → **16%** 2018

Electricity, waste & water treatment
Électricité, déchets et eaux usées
2014 → **-6%** 2018

Business travel
Déplacements professionnels
2014 → **-25%** 2018

Paper and consumables
Papier et consommables
2014 → **675%** 2018*

Home-to-work commuting
Déplacements domicile-travail
2014 → **102%** 2018*

* Increase partly due to change in methodology in 2017.
* Augmentation due en partie à un changement de méthodologie en 2017.

Financement de projets / Project financing

Climate financing relative to the Bank's total approved lending and GHG emissions (2017 – 2018)
Financement climatique par rapport au total des prêts approuvés de la Banque et émissions de GES (2017 – 2018)

